

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Editorial de D&S 162

200 euros mensuels pour tous

- Politique -

Date de mise en ligne : dimanche 1er mars 2009

Démocratie & Socialisme

On va y arriver. Ça mûrit partout. Du succès massif du 29 janvier, jusqu'au 19 mars en passant par les grèves générales aux Antilles, et par la mobilisation des enseignants, chercheurs et étudiants, l'explosion se prépare.

La question des salaires est évidemment centrale et aucun artifice ne l'évitera. Chacun voit que le pouvoir sarkozyste inquiet, essaie d'inventer toutes les parades pour ne pas augmenter les salaires. Il s'agit du partage entre capital et travail, entre actionnariat et salariat. La question vitale. En Guadeloupe, le patronat avait cédé, dimanche 8 février dans un pré accord : 200 euros pour tous. Le ministre, homme de paille de Sarkozy, s'est enfui pour ne pas porter seul le refus d'une telle mesure. Il y fallait l'engagement de l'état au plus haut niveau.

Sarkozy a brûlé tous les intermédiaires : ainsi ce qui reste de lui va bientôt être à nu face à la revendication populaire incontournable. Il ne s'agit pas seulement du CPE comme en 2006, il s'agit du coeur du pouvoir. 200 euros mensuels, c'est un changement de cap, c'est la dénégation de toutes les théories réactionnaires fumeuses dont Bling-bling nous abreuve pour défendre ses amis banquiers et banqueroutiers. Il leur a donné des dizaines de milliards dont nos salaires manquent. 200 euros, ce n'est qu'une partie de la récupération du pouvoir d'achat perdu depuis de nombreuses années. C'est le Smic à 1500 euros, soit 10 euros de l'heure et 15 % d'augmentation. 200 euros c'est le moindre pour les salaires, les revenus minimaux, les chômeurs, les retraités. 200 euros c'est un bon moyen de combler les déficits de la sécurité sociale et des caisses de retraite. 200 euros, c'est bon pour la relance de la consommation et donc de la production : mieux vaut 200 euros pour tous que 200 milliards pour les banquiers.

La France n'a jamais été aussi riche et la rigueur prétendument due par la « crise » n'est pas pour tous : les patrons du CAC 40 ne gagnent pas moins en 2008 qu'en 2007. Les patrons se sont augmentés de 58 %. La part des cotisations sociales de salariés est passée de 12,8 % à 21,36 % entre 1980 et 2005, pendant cette même période, la part des cotisations patronales est passée de 40,2 % à 10,5 %. Il est temps que cela s'inverse, que les actionnaires soient contraints de renoncer à leurs fameux « 15 % » de marge, leur faillite ne l'autorise plus ! Cela suffit de leur donner des fonds publics comme les 6,5 milliards rajoutés par Sarkozy dans l'automobile pour que ces rapaces encaissent des dividendes, épuisent leurs stocks, affament leurs salariés par des temps partiels, et ne se proposent de licencier... qu'en 2010 ! Le temps du néolibéralisme cupide, piller et destructeur est révolu. C'est le temps de la redistribution des richesses, seule condition, seule politique pour se sortir de la crise systémique du capitalisme, de ce monde en déroute tant aimé de Sarkozy.

Soyons des millions dans la grève et dans la rue le 19 mars, dans l'unité avec les huit syndicats (CGT, CFDT, FO, UNSA, SUD, FSU, CFTC, CGC,) qui appellent et avec les 11 organisations de gauche (PS, PCF, NPA, LO, MRC, PRG, Verts, PG, Alternatifs,...) qui soutiennent. D'ici là chaque combat particulier est celui de tous : départements d'outre-mer, enseignants, chercheurs, étudiants, la grève générale ne se commande pas mais elle est à l'ordre du jour.

Et au plan politique prenons un monde d'avance : il urge que la gauche s'unisse et s'adapte à la tempête sociale qui arrive. Il y faudra de la voix, de la détermination, de l'audace. Sarkozy n'est pas fait pour tenir 5 ans : des élections anticipées seront vite à l'ordre du jour. Comme en Grèce, en Islande, et sans doute, très vite, dans toute l'Europe.